

MÉMOIRE SYNDICALE : LA DEUXIÈME CAPORALISATION, EN 1968

PAR SAOUDI ABDELAZIZ
socialgerie article 206
Mis en ligne le 27 février 2010

Saoudi ABDELAZIZ a été, comme jeune militant du PCA avant 1965 et un des responsables de l'exécutif du PAGS pendant une partie de la période de clandestinité de ce parti, un des animateurs de l'action de masse des travailleurs et des jeunes. Son évocation vivante de certains moments des luttes de l'époque aide à mieux comprendre les difficultés (mécanismes de la caporalisation) et les possibilités des luttes sur le terrain pour conquérir dans les faits des espaces d'autonomie indispensables au déploiement de l'action revendicative et politique des travailleurs. La publication de ce texte est aussi une occasion pour moi de rendre un hommage ému au regretté Antar Abdelaziz, frère de Saoudi, figure emblématique et respectée des travailleurs et du mouvement syndical de la région algéroise dont il a guidé avec dynamisme et sagesse les luttes durant la difficile période du parti unique.

À ma sortie de prison, j'avais été embauché à la Centrale syndicale, en janvier 1967. J'avais été arrêté le 2 août 1965, au lendemain du Coup d'état du 19 juin auquel je m'étais opposé.

Pendant un an et demi, j'avais successivement séjourné à la DGSN, ex rue Cavaignac, à la Villa des Oiseaux centre d'interrogatoires de la SM. J'avais été ensuite écroué d'abord à la prison militaire puis à la prison civile de Blida, ensuite à El Harrach, transféré à El Asnam à la suite d'une grève de la faim, et enfin, de nouveau à El Harrach dont j'ai été libéré fin 1966, à la suite d'une amnistie présidentielle. J'avais alors 22 ans. À la centrale UGTA, j'étais d'abord collaborateur de Tahar Ouali, secrétaire national chargé du secteur des industries, ancien mineur du Zaccar, puis j'ai travaillé avec le secrétaire général Mouloud Oumeziane. J'étais donc permanent pendant deux ans, jusqu'à la caporalisation de l'UGTA et à la liquidation de son autonomie, à la fin de 1968.

On se rappelle que cette autonomie avait été reconquise au congrès de 1965, deux ans après la première caporalisation de la Centrale, engagée sous Ben Bella, lors du premier congrès de l'indépendance, pendant lequel son ministre le plus proche, Bachir Boumaza, avait, par la force, imposé la férule du FLN, allant jusqu'à faire envahir le congrès par des groupes de choc recrutés parmi des chômeurs et dockers occasionnels. Méthode qui sera d'ailleurs de nouveau utilisée au début des années 80, au cours des congrès des unions

locales, notamment celui de l'UTAC, lors de la troisième caporalisation dite de "l'article 120".

Après le coup d'état du 19 juin, Boumediène s'était relativement accommodé de l'autonomie de décision de la Centrale syndicale.

Une situation conflictuelle (marquée parfois de convergences, s'agissant de la nécessité de développer le secteur public et les nationalisations), qui a duré pendant deux ans.

Par la suite, il y a eu deux phases dans la caporalisation. La première a été systématiquement impulsée au début de l'année 1967, principalement par le ministre Belaïd Abdesslam, en direction des structures "verticales" (parallèlement au travail d'enveloppement mené à l'échelle territoriale par les commissaires nationaux, fédérations et kasmates). Il s'agissait pour le "patron" de l'industrie de contrôler par son compte les syndicats. Le ministre avait opté pour une adaptation de la méthode ouest-allemande : s'appuyer sur une sorte d'aristocratie syndicale. Belaïd avait constitué une base potentielle dès la fin de 1966, à la faveur de la mise en place dans les mines, les hydrocarbures, d'un important secteur d'état dans lequel de nombreux responsables et militants des syndicats avaient rapidement accédé aux postes de maîtrise et d'encadrement, abandonnés par les étrangers. Par la suite, en 1967 - 1968, il y a eu une autre vague de nationalisations, particulièrement dans la métallurgie, les cimenteries, les industries de transformation, etc. En effet les entreprises étrangères les plus importantes de ces secteurs ne seront récupérées par l'Algérie qu'en 1968, au lendemain de l'attentat manqué contre Boumediène.

Relookage

On blaguait un ouvrier, secrétaire syndical, jusque là très combatif, d'une usine privée étrangère du Gué de Constantine, fabriquant des câbles électriques et qui, après la nationalisation de son entreprise, avait en quelques mois changé de look vestimentaire, de coiffure, de voiture, de maison et même de femme...

Toute cette catégorie de gens était liée à l'Union régionale d'Alger qui était, à partir de 1966, une sorte de forum pour ceux qui, dans les sections d'entreprise, les fédérations et les unions territoriales, préconisaient une sorte de "co-gestion" à l'allemande ou "d'intégration" à la soviétique.

Certains avaient été formés avant l'indépendance, dans les écoles syndicales de la DGB ouest-allemande, via la fondation Friedrich Ebert. D'autres parmi ces syndicalistes reclassés, étaient issus du PCA, et, tout en rompant dans les faits avec le communisme, copiaient le modèle soviétique dans les aspects qui confortaient leur ligne de "paix sociale" et d'inféodation au pouvoir.

Belaïd Abdesslam s'appuyait dès le milieu des années soixante sur ce courant. On avait alors abouti à ce paradoxe : en 1968, les fédérations syndicales les plus ouvrières, aux traditions de

luttres établies étaient de plus en plus contrôlées par le courant de "la paix sociale". Ce sont les fédérations et syndicats nationaux du secteur des communications qui étaient les plus combattifs : postiers, électriciens-gaziers, cheminots, transport aérien, etc. Avec l'appui des syndicats enseignants.

Syndicalistes installés

Malgré tout, les militants syndicaux de toutes tendances, avaient joué un grand rôle au moment où l'Algérie, après son indépendance, vivait une phase de relève étatique et gestionnaire. De manière générale, à ce sujet, il faudrait relativiser l'idée selon laquelle l'État a été en quelque sorte plaqué de l'extérieur sur la population.

Il faudrait analyser cette autre facette de la construction du tissu étatique et gestionnaire, venue d'en bas. Avec l'envers de la médaille : la classe ouvrière, le mouvement syndical ont été considérablement écrémés de leurs élites. Cette immersion de toute une génération de militants syndicaux dans la gestion directe a alimenté des habitudes et des méthodes de délégation, un syndicalisme officiel et "installé" qui a favorisé l'opération de caporalisation de l'UGTA de la fin des années soixante. Il existait une complicité de fait avec les caporalisateurs, symbolisée plus tard par le vote majoritaire de la Commission exécutive nationale, en automne 1968, abdiquant ses responsabilités au profit de l'appareil central du FLN des Kaïd Ahmed, Massadia et Benguettaf... je ne pense pas que cet abandon des principes syndicaux universels de défense indépendante des intérêts matériels et moraux des salariés, soit uniquement le fait d'une action extérieure, d'en haut, imposée par le FLN et le pouvoir à l'UGTA. Cette action a pris appui sur des reclassements rapides, sociaux et de mentalité, au sein même du personnel syndical dirigeant.

1967, la poussée revendicative

Les congrès des fédérations étaient cependant marqués, au cours de toute l'année 67, par une poussée du syndicalisme revendicatif de masse, dont un des temps forts fut l'action massive des travailleurs de la Sonelgaz... le courant du syndicalisme revendicatif et révolutionnaire préconisait de mener de front deux mots d'ordre : d'une part indépendance et démocratie syndicale au service de la défense des salariés en toutes circonstances, d'autre part impulsion du développement économique et culturel. L'organe de la centrale syndicale "Révolution et travail" était à cette époque le seul journal légal à mener une campagne systématique pour la nationalisation du pétrole. Contrairement à ce qu'affirme Belaïd Abdesslam dans son livre de mémoires, le pouvoir avait encore peur d'affronter le cartel des multinationales pétrolières.

la nationalisation des hydrocarbures n'aurait pas été possible sans le soutien actif de l'opinion. Je participais pour le compte du secrétaire général Mouloud Oumeziane, à l'animation de l'équipe de l'organe central de l'UGTA. nous avons contribué, inspirés par le secrétaire général, les fédérations et les unions régionales et locales dynamiques, à créer un mouvement d'opinion, autour de l'idée que le développement de l'Algérie ne peut être réussi que si ce sont les algériens eux-mêmes qui détiennent les capacités d'anticiper et de décider réellement.

La deuxième poussée caporalisatrice a été engagée dès le début de l'année 1968. Là on a mis le paquet. cette opération a bénéficié d'un contexte plutôt favorable. On était au lendemain de la "tentative" de coup de force de Tahar Zbiri, chef de l'État major de l'ANP, marchant sur Alger avec quelques troupes et blindés, le 14 décembre 1967. De toutes évidences Zbiri, personnage assez obtus, avait été piégé et poussé dans ce sens. C'était une période très trouble. Mohamed Cherif Messadia, virtuose des coups fourrés depuis l'époque de l'armée des frontières, rendait visite à Bachir Hadj-Ali, alors emprisonné, pour lui proposer que la direction du PAGES s'associe à un coup de force "à gauche"... Hadj-Ali l'a envoyé vendre des navets...

Kaïd – Abdesslam même combat

Après l'échec de la tentative dérisoire et manipulée de Zbiri, une des conséquences de la redistribution des cartes dans l'équipe dirigeante du "Conseil de la Révolution", fut la désignation de Kaïd Ahmed à la tête de l'appareil central du FLN. Une alliance de fait, n'excluant pas la rivalité, s'établit entre Kaïd et Abdesslam autour d'un objectif commun ; briser l'autonomie de la centrale syndicale.

À la Maison du Peuple, régnait un climat de démoralisation et de doute. Des militants syndicaux avaient même été tentés par le soutien à un coup de force à gauche. Il y avait un climat d'intox... En effet, on ne devrait pas passer sous silence une certaine tendance chez les syndicalistes combattifs, à la "surpolitisation" de l'action syndicale, à une sensibilité exagérée aux sollicitations par rapport aux luttes de tendances dans le pouvoir. Avec comme conséquence une certaine fébrilité "avant-gardiste" (dont très peu d'entre nous étaient prémunis), par rapport aux salariés de base. Tout cela était accentué par les interférences dans les syndicats des contradictions "idéologiques", par exemple entre communistes et les gens influencés par le PRS de Boudiaf. Avec, se greffant là-dessus, des divisions et rivalités anciennes entre leaders syndicaux pourtant attachés les uns et les autres au principe de l'autonomie des syndicats. Il faut aussi noter qu'après le "suicide" du jeune et intelligent colonel Saïd Abid, chef de la première Région militaire, le courant dit de "gauche" s'était affaibli dans l'armée, et les institutions, restreignant notamment la marge de manœuvre de Boumediene par rapport aux secteurs les plus

droitiers et anti-populaires du pouvoir qui voulaient en découdre avec les syndicats. Une des conséquences incidente – mais qui ne sera pas sans conséquence dans l'avenir – de cette sombre péripétie des luttes de pouvoir, fut aussi sans doute que le centre de gravité du travail de liaison et d'animation politique de l'ANP en direction de la société civile, passera assez vite du Commissariat politique de l'Armée, jusqu'alors dominé par les "démocrates révolutionnaires", aux professionnels plus strictement policiers et manipulateurs de la Sécurité militaire.

La CEN se fait harakiri

Dans cette conjoncture de confusion, de désarroi chez les syndicalistes, dans un contexte de recul sensible du mouvement social et gréviste, les uns après les autres, la plupart des dirigeants de l'UGTA ont fléchi, puis cédé devant les assauts conjugués organisés par Kaïd et Abdesslam. À l'automne de 1968, en dépit de la résistance de Mouloud Ouméziane et de ses amis, la Commission exécutive nationale votait l'abandon du principe de l'autonomie et "remettait son mandat" au dirigeant de l'appareil du FLN, lui confiant la responsabilité de convoquer à tous les niveaux des congrès extraordinaires. Après ce vote, lâche et veule, je me souviens encore de cette nuit de deuil, au centre familial de Ben Aknoun, où j'ai vu pleurer un Mouloud Ouméziane inconsolable...

Tout a été fait par la suite, durant l'année 1969, pour évincer les militants syndicaux combattifs, parachuter des opportunistes ou des permanents du FLN absolument étrangers à l'esprit syndical.

Seuls quelques syndicats nationaux ou d'entreprise solidement liés à leur base, ont pu résister.

Il faudra attendre le milieu des années 70, pour que le processus de ré-appropriation par les travailleurs de leur syndicat, s'engage de nouveau, après la grève historique des ouvriers de l'usine Carnaud du Gué de Constantine. Processus qui sera bloqué au début des années 80, puis relancé vers les années 1985 – 1986.

Coïncidence ? La sombre et répugnante manipulation politico-policière coordonnée par la Présidence de la République, qui a débouché sur l'immense dérapage d'octobre 1988 et l'avorton démocratique dont il a accouché, survint au moment où le mouvement social et syndical émergeait de nouveau sur une grande échelle, au devant de la scène.

On connaît la suite...

Saoudi Abdelaziz